

Distr.
LIMITÉET/COM.7/L.2
Le 25 avril 1952

ORIGINAL: FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. AUGUSTINO DE SOUZA

CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, et conformément aux paragraphes 9 et 10 du rapport du Comité de l'examen des pétitions (T/L. 243/et Corr.1) adopté par le Conseil de tutelle à sa 397^{ème} séance, le 13 mars 1952, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien, en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication en date du 29 février 1952 émanant de M. Augustino De Souza et concernant le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française.

LE COMITE DE L'UNITE
TOGOLAISE-LOME

LOME, le 29 février 1952

Augustino de SOUZA,
Président général du Comité de l'Unité Togolaise
LOME

à Monsieur le SECRETAIRE GENERAL
de l'Organisation des Nations Unies
à LAKE-SUCCESS (New York) U.S.A.

(TROIS PIECES JOINTES.-)

Monsieur le Secrétaire général,

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint :

- a) une copie de la lettre No.95 datée à Lomé le 23 février 1952, lettre que Monsieur Yves DIGO, Gouverneur du Togo sous tutelle française nous a adressée;
- b) une copie de la réponse de notre parti à la lettre sus-mentionnée.

Comme pour l'année 1951, les listes électorales de l'année en cours sont établies de façon à violer les principes démocratiques. Nouveau refus d'inscrire des milliers d'éléments évés ou togolais ayant rempli les conditions requises pour être électeurs. Utilisées pour l'élection des représentants du Togo sous tutelle française au sein du Conseil Mixte projeté, ces listes permettraient à l'Autorité administrante d'imposer indirectement aux populations déçues et inquiètes des représentants prêts à donner à la puissance tutélaire l'occasion de faire du Conseil Mixte ce qu'avait été la Commission consultative permanente supprimée.

Prêt à s'opposer à toutes modalités électorales antidémocratiques, le Comité Directeur de notre parti pense que vous voudriez bien intervenir personnellement auprès du représentant du Gouvernement français à l'O.N.U. afin que les élections en question se fassent sur la base du suffrage universel.

En remerciant une fois de plus Messieurs les honorables Membres du Conseil de tutelle de tout le mal qu'ils se donnent pour la stricte observation des principes de la Charte et le respect des Droits de l'homme, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de nos sentiments de parfaite considération.

(Signé) A. de Souza

Augustino de SOUZA.

COPIE

TERRITOIRE DU TOGO

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

No. 95

LOME, le 23 février 1952

LE GOUVERNEUR DE LA F.O.M.
Officier de la Légion d'Honneur
Commissaire de la République au Togo,

à Monsieur Augustino de S O U Z A
Président général du Comité de l'Unité Togolaise
à LOME

Monsieur le Président Général,

Dans le cadre des consultations des groupements et partis politiques, préconisées par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 18 janvier 1952 et en vue de l'installation d'un Conseil Conjoint pour les affaires togolaises, j'ai l'honneur de vous prier de me faire connaître l'opinion du Comité de l'Unité Togolaise sur les points suivants :

1) - La composition de ce Conseil - Le nombre de membres et la répartition des sièges entre le Togo sous administration britannique et ce même territoire sous administration française.

2) - En ce qui concerne le Togo sous tutelle française, le mode de désignation des représentants appelés à siéger dans ce Conseil.

Il me serait agréable d'avoir votre réponse avant le 1er mars prochain afin de pouvoir renseigner le Ministère de la France d'Outre-Mer.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président Général, à ma haute considération.

(Signé) Y. D I G O.

Certifie copie conforme
Lomé, le 29/2/1952.
Le Secrétaire de l'Unité Togolaise

Signé..... illisible
R. THOMPSON.

LOME, le 29 février 1952

LE PRESIDENT GENERAL DU COMITE DE L'UNITE TOGOLAISE

à Monsieur le GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
Commissaire de la République au Togo,

L O M E

Monsieur le Gouverneur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre No.95 par laquelle vous avez bien voulu consulter notre Comité sur une procédure satisfaisante permettant d'élire les représentants au Conseil Mixte pour les affaires Togolaises, chargés de donner leurs avis sur les questions d'intérêt commun pour les deux Territoires du Togo sous tutelle et de faciliter le développement harmonieux de ces deux Territoires.

Permettez-moi tout d'abord d'attirer votre attention sur ma dépêche adressée à Monsieur le Ministre de la France d'Outre-Mer le 23 Août 1951 traitant de la même question et dont ci-joint copie.

COMPOSITION DU CONSEIL. Les deux Togo, en dépit de la frontière artificielle constitue une entité territoriale dont les habitants ont intérêt à oeuvrer fraternellement pour le meilleur devenir de leur pays.

Afin s'assurer une collaboration franche et loyale de la part de nos compatriotes du Togo sous tutelle britannique, il importe d'éviter toute méfiance pouvant naître au sein de ce Conseil.

En effet, une représentation plus importante des populations sous tutelle française donnerait à nos compatriotes sous tutelle britannique l'impression fâcheuse que nous cherchons d'avancer à nous assurer les moyens d'imposer nos points de vue.

En conséquence nous proposons l'égalité numérique dans la représentation. Nous avançons un chiffre de 12 pour chaque territoire.

RESIGNATION DES MEMBRES. Les membres de ce Conseil doivent être élus et non désignés.

Il n'y a pas le moindre doute que dans un cas pareil le mode d'élection le plus équitable, le plus démocratique et le plus acceptable pour tous est celui de suffrage universel.

Au Togo sous tutelle française nous avons utilisé ce mode d'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Gold Coast.

La seule objection que l'on peut soulever contre ce mode d'élection est qu'il n'existe pas au Togo sous tutelle française un état civil approprié.

Néanmoins il est à noter que l'absence d'états civils appropriés n'a pas empêché l'établissement des recensements dont les administrateurs se servent pour la préparation annuelle des rôles d'impôts; nous avons aussi une liste nominative complète de tous les habitants du Togo sous tutelle française susceptibles de servir aux élections sur la base du suffrage universel.

Afin d'éviter des fraudes électorales importantes provenant du fait qu'un électeur puisse voter plusieurs fois dans la même journée, nous suggérons que chaque électeur soit tenu de marquer sa carte d'électeur de sa propre empreinte digitale devant le Président du bureau de vote. Cette empreinte sera faite à l'aide d'une encre indélébile pouvant résister à tout lavage pendant quarante-huit heures.

Avant de terminer, permettez-moi Monsieur le Gouverneur, de vous remercier d'avoir pensé à consulter notre Comité et les autres partis au sujet de la constitution du Conseil Mixte et j'aime à croire que ce geste sera étendu à d'autres problèmes que nous serons appelés à résoudre ensemble.

Veillez agréer, Monsieur le Gouverneur, mes hommages respectueux.

(Signé) A. de Souza
Augustino de SOUZA.

COPIE

RADIO TELEGRAMME

L T MINISTRE FRANCE OUTRE MER PARIS

Apprenons Constitution prochaine Conseil Mixte franco britannique conformément
Mémorandum soumis par France et Grande Bretagne au Conseil Tutelle stop
Soucieux apporter notre collaboration entière en vue succès Conseil Mixte
prévu sollicitons respectueusement modification mode élection employé
précédemment stop En effet mode élection à deux degrés est utilisé au
Togo pour désigner au premier degré grands électeurs par Administrateurs
directement ou indirectement ce qui n'est pas conforme volonté votre Départe-
ment stop Propose vous invitez tous imposables âgés vingt et un ans au moins,
dont listes existent déjà dans circonscriptions administratives ou elles sont
utilisées pour établissement rôles impôts, particulier élections stop Vous
assure cette mesure bienveillante contribuera dans large mesure dénouer
crise confiance actuelle.

Augustino DESOUZA.

Expéditeur : Augustino de SOUZA, Président Général de l'Union Togolaise
LOME, le 23 août 1951.

Certifié copie conforme
Le Secrétaire de l' U.T.

s/ illisible.
